



# L'arrestation de Firas Tlass aux Émirats Arabes Unis, un coup de semonce à l'opposition syrienne off shore pétro monarchique.

France / Syrie / Lafarge : Arrestation de Firas Tlass aux Émirats Arabes Unis

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 06 novembre 2017

[Mandaniya](#) 28 octobre 2017

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Firas Tlass, fils aîné du général Moustapha Tlass, ancien ministre syrien de la défense, a été arrêté aux Émirats Arabes Unis, à la suite d'un mandat d'Interpol, pour une affaire en relation avec les contributions versées par le cimentier franco suisse Lafarge Holcim en Syrie; Une opération qui a été vécue par bon nombre d'opposants syriens comme un coup de semonce à l'opposition syrienne off shore pétro-monarchique.

L'arrestation d'une des anciennes coqueluches du régime baasiste, rallié à l'opposition, a été annoncée par le site «Zaman Al Wassel», un site électronique de Syriens proche de Qatar et de la Turquie et du site «Almayadeen.net», le site de la chaîne libanaise almayadeen, constituée en 2011 par des dissidents de la chaîne qatarie Aljazeera.

Pour le lectorat arabophone, la totalité de la documentation a été placée en pièce jointe de ce texte.

## **LA VERSION DE ZAMAN AL WASSEL, LE PREMIER VECTEUR À VOIR FAIT ÉTAT DE CETTE ARRESTATION**

- <https://www.zamanalwsl.net>

Le site Zaman al Wassel a été fondé en 2005 par Fathi Ibrahim Bayoud à Homs, en 2005. Il a procédé à son redéploiement régional à la suite de la guerre de Syrie, avec une forte implantation en Turquie et au Qatar, les deux premiers pays gestionnaires de la guerre de Syrie. Dans sa profession de foi, publiée en fin de cet article, le site rend hommage au soutien du Qatar dans cette enquête. L'arrestation de Firas Tlass apparaît rétrospectivement comme un dommage collatéral de la guerre médiatique que se livrent 3 pétromonarchies contre le Qatar, en ce que la révélation de son lieu d'arrestation, les Émirats Arabes Unis, viserait à contrario à désigner Abou Dhabi comme un complice du financement du terrorisme international et à dédouaner en conséquence le Qatar de cette accusation.

Selon Zaman Al Wassel, l'homme d'affaires syrien a été arrêté en compagnie de son directeur de cabinet, Anas Al Rakouki, le 19 octobre 2017, à la suite d'un mandat d'Interpol, sur requête de la France.

L'arrestation, confirmée au Zaman Al Wassel par un opposition syrien Maher Charaf Eddine

a été effectuée par le service de la sécurité préventive de Charjah. Elle a eu lieu sur le territoire de cet émirat situé à une centaine de km de la capitale de la Fédération, Abou Dhabi.

Officiellement son interpellation a été présentée comme étant liée à des problèmes concernant son passeport syrien à des questions financières: Lafarge Syrie, dont Firas Tlass était membre de son conseil d'administration, lui versait près de 100.000 dollars par mois en vue d'assurer la protection du site et de ses employés, dont l'homme d'affaires syrien en reversait le quart, soit 20.000 dollars, au groupement terroriste Daech.

Le dernier post édité par Firas Tlass sur sa page Facebook est daté du 15 octobre 2017, soit quatre jours avant son arrestation.

Zaman Al Wassel assure avoir adressé un questionnaire à M. Frédéric Jolibois, mais le président exécutif de Lafarge Syrie lui a rétorqué sur un ton lapidaire que «la firme ne réagissait pas aux supputations, qu'elle souscrivait aux résolutions des Nations Unies concernant la Syrie».

Puis se ravissant, le responsable français a assuré son interlocuteur que «la sécurité constituait la préoccupation prioritaire de la firme»: «Pour cette raison, nous avons suspendu toutes nos transactions en Syrie depuis 2014, date à laquelle le site de Jalabiyah a été évacué», a-t-il conclu.

Situé à 160 km au Nord d'Alep, dans le secteur d'Ain Arab, la fermeture du site a été assortie d'une interdiction faites aux employés de se rendre sur leurs lieux de travail.

## **LE QUAI D'ORSAY POINTÉ DU DOIGT**

Le scandale de la cimenterie Lafarge-Syrie a conduit à la démission son PDG Eric Olsen, à l'automne 2016, mais l'onde de choc a atteint le Quai d'Orsay notamment Laurent Fabius, à l'époque ministre des Affaires étrangères, ainsi qu'Eric Chevallier, ancien ambassadeur de France en Syrie, un des rares diplomates occidentaux assidus aux réceptions données à Damas par Rami Makhoulf, le cousin du président Bachar Al Assad, avant de se muer en gauleiter français de l'opposition off shore syrienne.

Selon des informations concordantes recueillies auprès des milieux progressistes arabes de Beyrouth et dans les milieux de l'opposition démocratique syrienne en Europe, le nom d'un deuxième diplomate français est cité dans cette affaire, celui de Bruno Delaye, proche collaborateur de Laurent Fabius au Quai d'Orsay sur les affaires arabes, qui pourrait faire l'objet d'une audition par la justice française. Son nom avait d'ailleurs été mentionné dans une précédente affaire ayant trait à des indécidatesses dans sa gestion financière du temps de son mandat en tant qu'ambassadeur de France en Espagne.

Cf à ce propos «La face cachée du Quai d'Orsay – Enquête sur un ministère à la dérive», Vincent Jauvert, Robert Laffont. Pour aller plus loin sur cette affaire, ainsi que le droit de réponse de Bruno Delaye à Vincent Jauvert.

- <http://www.leparisien.fr/espace-premium/actu/-14-04-2016-5712669.php>

Sur Laurent Fabius :

- <http://www.madaniya.info/2016/02/10/5762/>

L'argumentaire français pour justifier la poursuite des activités de Lafarge en Syrie, même dans les zones sous contrôle des groupements terroristes, relevait de la casuistique, une discipline où la science politique française excelle: L'embargo concerne le régime syrien et non la Syrie. Tout ce qui concerne le régime est prohibé, le reste ne l'est pas, avait on fait valoir à l'époque.

### **LA VERSION D' ALMAYADEEN.NET «FIRAS TLASS, ROI DU SUCRE»**

Firas Tlass, désigné en Syrie sous le sobriquet de «Roi du sucre», représentait la Syrie au sein du conseil d'administration de Lafarge Syrie.

Il avait été choisi à ce poste par le président Bachar Al Assad en personne, en raison des liens d'amitié liant les familles Assad et Tlass, deux familles baasistes, dont l'un Moustapha Tlass était le ministre de la défense du père le président Hafez Al Assad.

Lafarge représente la plus gros investissement français en Syrie. Cet investissement, décidé en 2010, marquait la reprise des relations économiques entre la France et la Syrie, après une brouille de cinq ans consécutive à l'assassinat de l'ancien premier ministre Rafic Hariri, ami du président français Jacques Chirac.

Né de la fusion de deux sociétés en 2015, Lafarge-Holcim s'est hissé au premier rang des cimenteries dans le Monde, avec un parc de 2.500 unités de production à travers le Monde repartis dans 90 pays. Il produit 387 millions de tonnes de ciment par an et dégage un chiffre d'affaires de 32 milliards de dollars par an.

Outre, la rançon mensuelle qu'il versait aux groupements terroristes via Firas Tlass, Lafarge Syrie a versé des rançons pour la libération de ses otages de confession alaouite; une somme qui s'élève à plusieurs millions de livres syriennes.

La désignation de Firas Tlass au poste de représentant de la Syrie au CA de Lafarge Syrie s'est faite en accord avec le milliardaire égyptien Naguib Sawiris et de son frères Malek, propriétaire d'ORASCOM, un holding égyptien comprenant quatre subdivisions: Orascom Telecom, Holding Orascom Construction Industries, Orascom Hotels and Development, Orascom Technology.

L'édification de Lafarge Syrie a donné lieu à une opérations d'échanges de participations puis à la fusion d'ORASCOM et Lafarge. La quote part que détenait Firas Tlass dans Orascom lui a donné droit à siéger au Conseil d'Administration de Lafarge Syrie.

Le gouvernement syrien a dessaisi Firas Tlass de son droit de siéger dans les instances de la firme par application d'un jugement émis par le tribunal chargé de la répression du terrorisme. Une disposition apparue à de bon nombre d'observateurs comme une mesure de représailles du pouvoir baasiste à l'encontre d'un des anciens privilégiés du régime.

### **L'ORGANIGRAMME DE LAFARGE SYRIE EN CAUSE, SELON LA LISTE ÉTABLIE PAR ZAMAN AL WASSEL.**

Lafarge Syrie a été dirigée successivement par Bruno Pescheux (2010-2014) et Frédéric Jolibois, entourés des collaborateurs suivants:

- Mahmoud Al Khaled (nationalité syrienne): Directeur général de la compagnie, Directeur des achats par délégation, auparavant directeur de l'usine de Homs de la compagnie de cimenterie de Syrie.

- Jacob Waermess (nationalité norvégienne): Risk Manager, en fait selon le site arabe, un homme des services de sécurité. En poste jusqu'en 2013, il était chargé officiellement «de donner des conseils» dans le domaine de la sécurité tant pour la protection du site que des employés. Il était assisté d'un autre «sécuritaire», un jordanien connu sous son seul prénom Ahmad.
- Mazen Cheikh Awad (nationalité syrienne): Titulaire d'une habilitation pour les affaires juridiques, il était basé à Yaafour, périphérie de Damas.
- Ahmad J: Agent de liaison entre les groupements djihadistes et la firme, les certificats de garanties de paiement étaient établies en son nom.

## **LE CONTENU DE LA MESSAGERIE ÉLECTRONIQUE**

Dans un message en date du 13 juillet 2014, Mahmoud Al Khaled met en garde Bruno Pescheux contre l'accroissement des achats de pétrole auprès d'«organisations non gouvernementales» échappant au pouvoir central, en mettant en garde contre des mesures de représailles du gouvernement syrien.

En date du 9 septembre 2014, Ahmad J, l'homme des recouvrements, a adressé un message comminatoire à Frédéric Jolibois, réclamant «le règlement d'arriérés de l'ordre de 7,6 millions de dollars pour le compte de Daech», lui enjoignant d'«honorer ses engagements afin que les relations entre les deux parties ne se détériorent pas».

Zaman Al Wassel assure «selon les informations en notre possession, les rapports entre les divers groupements armés et Lafarge se déroulaient en pleine connaissance et instructions françaises, en pleine connaissance de cause de la maison mère. Une réunion quotidienne se tenait sous la responsabilité du Senior Risk Manager en vue de faire le point des risques encourus par le site en Syrie. Un rapport dont une copie était adressée au siège central du Holding».

Zaman Al Wassel annonce, dans un deuxième volet, des révélations sur la manœuvre menée par Daech pour s'emparer sur l'unité de production du HIDRAZIN. Miscible à l'eau en toutes proportions, ce produit sensible est utilisable comme carburant des moteurs de fusée.

## **LA DISSIDENCE TONITRUANTE DE FIRAS FACE À LA RETENUE DE SON CADET MANAF.**

Firas Tall, auparavant chargé de l'équipement des cinq cent mille hommes de l'armée syrienne, a décidé d'entrer en dissidence en apprenant la présence de son nom sur la liste noire de boycott des personnalités syriennes que l'Union Européenne s'apprêtait à promulguer.

Répondant à l'appel, non de sa conscience mais de son portefeuille, cet enfant chéri du régime entra en dissidence, finançant depuis le Golfe des opposants au régime, prenant sous son aile nullement protectrice mais corrosive, Michel Kilo, une des figures de proue de l'opposition démocratique syrienne, dont il carbonisera le légendaire parcours politique en assurant sa jonction avec le Prince Bandar Ben Sultan, l'hyper alcoolisé prince des ténèbres du djihadisme terroriste planétaire.

A propos de Firas Tlass et de son compagnonnage avec Michel Kilo et Bandar Ben Sultan.

- <http://www.renenaba.com/l-honneur-perdu-de-michel-kilo-phare-eteint-de-la-revolution-syrienne/>

Un comportement aux antipodes de la discrétion de son cadet, le Général Manaf Tlass, ancien chef de la garde présidentielle syrienne et camarade d'enfance du président Bachar Al Assad.

En désaccord sur la conduite de la guerre, refusant de bombarder la ville de Douma en représailles à des attaques de type terroriste, en ce que la cité abritait de nombreux civils, Manaf a été exfiltré de Syrie, via Beyrouth. Son arrivée à Paris a été saluée par la diplomatie française comme un coup fatal asséné au régime syrien.

Mais contre toute attente, Manaf a refusé honneur et protection, -l'appartement de prestige mis à sa disposition par le pouvoir socialiste et sa protection rapprochée-, se contentant d'un modeste deux pièces propriété de sa famille, dans le centre de Paris.

Pis, convié en Turquie à la base américaine d'Incerlick pour se voir proposer le commandement de l'Armée Syrienne Libre (ASL), le militaire syrien asséna à ses interlocuteurs français et américains, consternés, un cours de déontologie militaire. Selon des indications recueillies auprès d'un interlocuteur fiable de l'ancien officier syrien, celui-ci a fait valoir aux Occidentaux que «la doctrine militaire de l'armée arabe syrienne prohibait tout tir hostile à l'égard de frères d'armes», soulignant qu'il était le moins gradé de tous ses camarades de promotion de l'académie militaire syrienne, ayant constamment refusé des promotions de complaisance du fait de la position de son père en tant que ministre de la Défense de Syrie.

Manaf Tlass a observé depuis lors une stricte obligation de réserve se refusant à toute attaque frontale ou menée hostile contre le régime baasiste, dont sa famille en a été un des piliers sunnites.

### **L'ARRESTATION DE FIRAS TLASS, UN COUP DE SEMONCE À L'OPPOSITION OFF SHORE SYRIENNE PÉTRO MONARCHIQUE**

Survenant après les poursuites lancées en France contre le général Rifaat Al Assad, l'oncle paternel du président syrien, l'arrestation de Firas Tlass est apparue à bon nombre d'observateurs arabes comme un coup de semonce à l'opposition off shore syrienne. Elle pourrait constituer l'indice d'un timide recentrage de la politique française en direction du Moyen orient, amorcée par le nouveau président français Emmanuel Macron, en affirmant publiquement, au grand désappointement du clan des atlantistes et de leur porte serviettes islamophilistes, une vérité d'évidence que «Ce n'est la Syrie qui combat la France».

Flamboyante au début de la guerre de Syrie, l'opposition syrienne pétro-monarchique apparaît en pleine débandade.

Premier à battre sa coulpe, Michel Kilo a admis au printemps 2017 que l'Arabie saoudite n'était nullement intéressée par la promotion de la démocratie, mais par la destruction de la Syrie. Dans une déclaration faite récemment à ANA PRESS, Michel Kilo ira plus loin considérant que «99 pour cent des rebelles armées sont des escrocs». Un acte de repentir tardif, mais révélateur de la supercherie de la mystification représentée par la fable du «printemps arabe».

A propos de Robert Ford et Bandar Ben Sultan, les cerbères de l'opposition off shore syrienne.

- <http://www.renenaba.com/syrie-clap-de-fin-pour-robert-ford-et-bandar-ben-sultan>

Puis ce fut au tour d'un autre ancien prisonnier politique, Georges Sabra, discrédité par son alliance avec les forces obscurantistes arabes, dans un geste qui trahit son égarement moral, qu'ètera abri en Turquie. Dans un geste qui trahit son égarement moral, il réclamera sa nationalité, se revendiquant ainsi, dans l'ordre subliminal, solidaire d'un pays qui fut le bourreau de sa patrie d'origine, la Syrie, depuis Alexandrette jusqu'à nos jours.

Ce fut enfin Riad Hijad, «un homme de taille pour l'opposition syrienne», selon l'expression d'un lauréat de la presse française (Prix Joseph Kessel 2017, Grand Prix des Lectrices d'Elle 2013), qui a néanmoins déserté le champ de bataille pour se mettre au vert aux États Unis. Un bouffon du roi, dégonflé telle une baudruche.

Ci joint le portrait de Riad Hijad, chouchou du journal Libération

- <http://www.madaniya.info/2016/04/01/syrie-riad-hijab-bouffon-roi/>

A propos de l'hécatombe de la guerre de Syrie

- <http://www.madaniya.info/2017/01/02/l-hecatombe-de-guerre-de-syrie-six-ans-apres-declenchement/>
- <http://www.madaniya.info/2017/01/06/les-islamophiles-francais-idiots-utiles-du-terrorisme-islamiste>

### **LA PROFESSION DE FOI DU SITE ZAMAN AL WASSEL.**

Dans sa profession de foi, le Rédacteur du site Zaman Al Wassel rend hommage au Qatar pour sa contribution à cette enquête qui a permis de «découvrir des dizaines de cellules dormantes à travers le monde, et, ce faisant, d'alerter l'opinion et de mettre en garde contre le danger fondamentaliste».

«Le soutien du Qatar ne s'est pas réduit à pister les placements financiers des combattants de l'État Islamique, mais à la recension de millions de documents sur ce groupement qui a terrorisé la planète. Le site s'emploie d'ailleurs à la recension de cette masse documentaire en vue de son édition sous forme d'un ouvrage.

Le site indique en outre avoir réussi à reconstituer un document intitulé «La Liste Assad», des documents officiels syriens contenant la liste de 1,7 millions de personnes de 150 pays, dont 7.000 ressortissants du Golfe, recherchés par les services syriens, dont 5.749 Saoudiens, 180 Émiratis, 133 Bahreïn.

Ce plaidoyer Pro Domo paraît destiné à dédouaner le Qatar de l'accusation de suppôt de terrorisme qui pèse sur la principauté depuis la crise qui oppose la principauté aux trois pétromonarchies voisines du Golfe (Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats Arabes Unis), un exercice dont Firas Tlass en a été la victime collatérale dans un classique jeu de billard à trois bande pour le plus grand bénéfice de la transparence financière et de la moralisation de la vie publique internationale.

René Naba

Pour le lecteur arabophone, ci joint le lien

- <https://www.zamanalwsl.net/news/article/79330/>

DOCUMENT (23 pages – 10.5 Mo)

La source originale de cet article est [Mandaniya](#)  
Copyright © [René Naba](#), [Mandaniya](#), 2017

---

Articles Par : [René Naba](#)

### A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Golias), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXI<sup>ème</sup> siècle (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)